

Appel des Gilets Jaunes de DIE – 21 janvier 2019

« Nous, Gilets Jaunes du rond-point de Die dans la Drôme, faisons les constats suivants après dix semaines de luttes:

Le refus du pouvoir exécutif, et donc de Macron, d'apporter une réponse politique immédiate aux revendications des Gilets Jaunes n'est en rien remis en question par l'organisation du Grand Débat National. Le Grand Débat National, ce grand cirque dans lequel le pouvoir choisit les questions, comme si en plus de deux mois il n'avait pas été capable de comprendre ce qui est écrit sur les tracts et pancartes des Gilets Jaunes, comme si en plus de deux mois il n'avait pas été capable de comprendre ce que des Gilets Jaunes ont tant répété dans les médias? Le Grand Débat National, ce grand cirque dont les réponses sont déjà fournies par le pouvoir qui a d'ores et déjà annoncé qu'il maintiendrait le cap des ses réformes et ne changerait pas de politique. Le Grand Débat National, ce grand cirque imaginé par les marionnettes de l'oligarchie ultra-libérale, est une pure imposture, une basse opération de communication, une campagne électorale qui ne dit pas son nom.

La seule vraie réponse apportée jusqu'à aujourd'hui est une féroce répression:

- plus de 10000 interpellations
- plus de 5600 garde-à-vue
- plus de 1000 condamnations
- plus de 2000 blessés
- plus de 100 blessés graves, éborgnés, mutilés, brisés
- et 12 morts dont l'un au moins est imputable aux armes utilisées par les forces de la répression

Depuis quelques jours, les amendes se multiplient dans une tentative de frapper au portefeuille le peuple en colère et de le réduire au silence quand les coups de matraque n'ont pas suffi.

Et pour demain, les pantins qui nous gouvernent pour le compte des milliardaires et des multinationales, nous annoncent la venue des interdictions de manifester, ce qui porte atteinte à un droit constitutionnel. Cette doctrine est issue de la gestion des hooligans dans les stades de foot. Mais nous, nous ne considérons pas que la politique, dont nous nous sommes emparé en descendant dans la rue et en occupant les rond-points, soit pareille à un spectacle sportif. Nous ne sommes pas des hooligans, nous sommes le peuple en colère qui exige justice et qui entend exercer sa souveraineté. Ces nouvelles dispositions, si elles devaient être traduites dans la loi, sont liberticides, anticonstitutionnelles et démontrent une fois de plus, une fois de trop, que nous ne vivons pas en démocratie. Le droit de manifester ne peut dépendre de l'arbitraire d'un pouvoir administratif.

Nous sommes effondrés d'apprendre que le Ministre de l'Intérieur, Castaner le joueur de poker, demande d'intégrer dans chaque unité de force de l'ordre 2 Binômes Observateur-Tireur équipés de fusils-mitrailleur HK G36. Qui est violent ? Qui est prêt à tirer sur le peuple non armé ?

Nous approuvons la stratégie d'organiser des manifestations préalablement déclarées pour permettre à tout un chacun de dire sa colère et ses revendications en toute sécurité.

Nous soutenons les actions ponctuelles de blocage des flux économiques ou de réappropriation de NOS autoroutes par la gratuité des péages.

Nous estimons important que des manifestations spontanées et imprévisibles continuent à avoir lieu. Elles participent au caractère insaisissable et irrécupérable du mouvement.

Mais nous sommes également conscient que nous devons élargir la palette de nos moyens d'action. Et puisque les directions syndicales semblent dormir, alors nous ferons avec elles comme avec nos pseudo-représentants: on les court-circuite et on le fait nous-mêmes !

C'est pourquoi nous appelons à propager partout l'appel à la Grève Générale du travail et de la consommation pour les 4, 5 et 6 février 2019.

Ils nous frappent ? Nous frapperont l'économie !

Ils nous amendent ? Nous amenderons l'économie !

Les 4, 5 et 6 février, on ne bosse pas, on ne consomme que le strict nécessaire et on commence à les mettre à genoux. **GREVE GENERALE ! »**